

Cueillie au cœur de l'été pour une interview fleuve, la secrétaire générale de la CSC, Marie-Hélène Ska, jongle avec l'actualité sociale, passant des problèmes de politique migratoire au dossier Ryanair, sans oublier l'accord budgétaire, cet incontournable.

«Ce n'est pas en secouant les pauvres qu'on va résoudre les problèmes»

INTERVIEW
NATHALIE BAMPIS

Quai io, à 10h du matin. Les passants se font encore rares sur la promenade qui borde la Sambre, à deux pas de la gare.

On s'attable avec Marie-Hélène Ska. En terrasse, au soleil. La secrétaire générale de la CSC pose un regard bienveillant sur les alentours. Elle ne mettrait pas un pied dans l'eau brune du cours d'eau qui traverse Charleroi. «Avec tout ce que les usines déversent en amont, il ne vaut mieux pas...» Mais sa parole et son cœur s'emballent lorsqu'elle nous vend la rénovation de la Ville-Basse. Les quais ensoleillés, les commerces rénovés, la future «Marina de Charleroi», l'un des projets immobiliers qui viendra encore embellir le quartier. Cette ville n'est plus, aux yeux de la syndicaliste, un berceau pour le chômage, mais un espoir pour les jeunes. «Avant, tout le monde voulait fuir Charleroi, aujourd'hui, les jeunes sont fiers de leur ville, ils veulent y rester, ils se baladent tous avec leur t-shirt 'I love Charleroi!'»

L'aéroport de Gosselies, les parcs d'activités économiques qui y sont liés, Ryanair... «Il n'y a pas que Ryanair, il y a la construction aéronautique, les télécoms, le Biopark aussi.»

Mais, actualité chaude oblige, restons deux minutes sur Ryanair, ses grèves, et la réaction du patron Michael O'Leary, qui a menacé les grévistes de représailles. Cela ne doit pas vraiment plaire à la syndicaliste... «Tout ce qui est excessif est insignifiant. Et Michael O'Leary est sans doute le champion de ce genre de pratique.» Voilà pour l'Irlandais.

«Mais au-delà de cela, c'est un combat exemplaire qui a démarré à Charleroi, il y a 15 ans maintenant.» Marie-Hélène Ska nous fait un petit cours d'histoire sociale. «Tout cela parce qu'un permanent syndical a été interpellé par les pilotes et le personnel navigant sur leurs conditions de travail. C'est un combat mené aujourd'hui dans plusieurs pays européens, avec beaucoup d'intelligence.»

La patronne de la CSC ne tarit plus sur le modèle Ryanair, et enfonce les clous les uns après les autres. «C'est l'épuisement d'un modèle, celui du low cost offert au prix des conditions de travail des employés. On en est revenu à une vision du travail du XIX^e siècle, où les humains sont des outils. Le combat des travailleurs de Ryanair est exemplaire, c'est un combat contre l'esclavagisme du XXI^e siècle dans un secteur qui est pourtant un secteur d'avenir. On évoque les pénuries d'emploi, mais l'explosion du transport aérien, cela va créer un besoin en pilotes. Et pilote, ce n'est pas un boulot sous-qualifié, les gens font des prêts financiers pour s'y former. Et tout ça pour quoi? Pour être payé

moins qu'un manœuvre dans une grande surface? C'est un non-sens absolu. L'Europe a perdu la tête. On a fait du social une variable d'ajustement des politiques commerciales. Quel qu'en soit le prix humain.»

Le silence assourdissant des politiques

Cette dégradation des conditions de travail, ce dumping social permanent, c'est un problème européen, non? Marie-Hélène Ska nous arrête tout de suite. «Oui, mais le silence de nos responsables politiques est assourdissant. Quand une entreprise belge est menacée, il y a une union sacrée pour trouver des solutions. Ici, ce problème dure depuis plus de dix ans, et c'est silence radio. Aucune marque de soutien aux démarches des travailleurs, aucune initiative prise face au patron de la compagnie.»

Allons allons, Kris Peeters a pourtant réagi cette semaine, interpellant Michael O'Leary lui-même, le sommant d'éviter l'escalade du conflit. «Oui...», sourit Marie-Hélène Ska. Jean-Jacques Cloquet, le patron de l'aéroport, a aussi réagi, il a reconnu lui-même que le modèle social avait des ratés. Mais on voit ici que nier la représentation collective des travailleurs ne mène à rien. Les travailleurs l'ont démontré, ils se sont coalisés, y compris dans d'autres pays, comme la Suède, l'Allemagne, qui ne sont pourtant pas des pays de gréviculture...»

Et la prise d'otages?

La grève, justement, prend les voyageurs en otage en plein cœur de l'été et prive de leurs vacances ceux qui ne font pas nécessairement partie des classes sociales les plus aisées... «Prise en otage? Non, je ne suis pas d'accord avec vous. Ce n'est pas prendre en otage. Quand on est voyageur, consommateur, on opère aussi des choix. Et on peut faire le choix de partir en vacances avec des compagnies qui respectent un minimum les droits des travailleurs. Je suis très heureuse de voir que les pas-

sagers aujourd'hui, s'ils peuvent voyager pour quelques dizaines d'euros, sont aussi très mal à l'aise face au personnel qui n'a même pas les mêmes possibilités qu'eux de voyager.»

La pression sur les travailleurs, sur leurs conditions de travail, c'est devenu la généralité? «On a atteint aujourd'hui le summum en termes de productivité, avec pour corollaires une grande souffrance et une perte de sens au travail. On a atteint les limites. Il est temps que les pouvoirs publics, indépendamment des partis et des tendances, réfléchissent vraiment à la structuration de notre activité économique. Sommes-nous prêts à accueillir des centres logistiques qui travaillent dans des conditions sociales déplorables? Au 1^{er} août, on a déjà épuisé les ressources naturelles de notre planète. Est-ce cela que nous voulons? Ou voulons-nous favoriser la transition de l'économie?»

Elle s'envole

On a souhaité que Marie-Hélène Ska prenne de la hauteur sur les dossiers d'actualité. Elle s'envole. Et nous délivre sa vision de ce que devrait être le développement économique dans le futur. «Il y a des expériences dont on peut s'inspirer. Qui partent des besoins et réalités du monde du travail. Les missions régionales, qui partent de la réalité du sous-emploi dans une région, les expériences 'territoire zéro chômeur', cela montre qu'il y a d'autres pistes que les pistes macros fiscales.»

Des initiatives positives aux yeux de la patronne de la CSC, qui se réjouit de voir qu'elles sont prises sur le terrain. «On voit beaucoup de projets de collaboration, marchands ou non marchands, et qui ont pour moteur commun de donner du sens, de créer de l'emploi pour ce qu'il génère de reconnaissance, de valorisation et d'initiatives partagées.»

On est en été, en plein cœur de la période des festivals, Marie-Hélène Ska les prend en exemple. «Regardez le nombre de festivals

qu'on a en Belgique, tout ce qu'ils génèrent comme activité, sur la base de la volonté de faire vivre l'activité sur le territoire sur lequel on est. C'est un élément important, et sous-estimé aujourd'hui.»

Un gouvernement déconnecté...

Le gouvernement fédéral ignore-t-il cela, est-il déconnecté du terrain? «Il doit en tout cas reconnaître qu'il n'y a pas que les grandes multinationales qui génèrent de l'activité. Nous sommes un territoire de PME, prenons en conscience et regardons les moteurs qui permettent à chacun de se projeter dans le long terme. Et pour cela, il n'y a pas besoin de mettre beaucoup d'argent mais de renforcer le climat de confiance dans la prise d'initiatives et de risques.»

Une pause.

Marie-Hélène Ska soupire, et retrouve toute sa verve syndicale.

«On va toujours dans le même sens. L'État va toujours se mettre aux côtés des puissants, pas des plus faibles de la société. Encore ce jeudi, a annoncé qu'Apple a dépassé les 1.000 milliards de capitalisation boursière. Le même jour encore, les CPAS signalaient une hausse de 24% des bénéficiaires, 100.000 citoyens dépendent de l'aide sociale en Wallonie alors qu'on est dans un pays riche, c'est difficile... Mais tous nos responsables politiques s'inclinent devant ces grands patrons, mais sont totalement indifférents à la situation de leurs concitoyens. Ce sont eux qui votent pourtant...»

Elle enfle la vareuse et repart au combat, avec le dernier accord budgétaire et le jobs-

deal en embuscade.

«L'Etat se montre de plus en plus intraitable avec les plus faibles, qu'il s'agisse de contrôle domiciliaire, de croisement des données de consommation d'eau, d'électricité, de travail obligatoire pour les personnes privées d'emploi,

de privation de leurs ressources.»

La dégressivité accrue des allocations de chômage pointe le bout de son nez. «Il y a une non-reconnaissance de la dignité de l'être humain, et l'Etat est extrêmement faible vis-à-vis de ceux qui sont forts. On n'est nulle part dans la lutte contre la fraude fiscale, il n'y a pas de mesures importantes prises face aux scandales financiers de ces dernières années. Il y a une déconnexion importante.»

...ou un gouvernement de patrons?

Finalement, la FGTB aurait-elle raison de dire que la FEB dirige le gouvernement? Même les PME seraient oubliées? «Il y a deux poids deux mesures. D'une part, on décide d'une redistribution des allocations de chômage avec la dégressivité, dans une enveloppe fermée. Mais quand le gouvernement fait de nouvelles réductions de charges, il ne dit pas aux entreprises: 'donnons aux petites et reprenons aux grandes, organisez la solidarité entre vous'. Il y a une ouverture des robinets tous azimuts, sans regarder le rapport qualité/coût. En matière sociale, on ne fait pas cela. Il y a aussi une forme d'entre-soi, à force de passer leur temps dans les missions économiques ou au niveau européen avec les grands patrons, ils ont l'impression que le monde du travail, ce n'est que ça. Mais non. Et l'Unizo et les classes moyennes, ils ne demandent souvent pas la lune. Il y a une disproportion.»

Marie-Hélène Ska en appelle alors à retrouver ce climat de confiance, tant vanté par Alain Peyrefitte comme étant le moteur de toutes les économies. «Avoir confiance dans l'avenir. Nous sommes dans une économie qui se transforme, c'est difficile d'avoir confiance, mais c'est indispensable. Les travailleurs ne demandent pas que le monde s'arrête de tourner. Mais ce n'est pas en secourant les pauvres et en les sommant de s'activer que l'on va résoudre les difficultés, au contraire; cela ne fait que renforcer la défiance à l'égard des élites. Donner des perspectives, indiquer vers où on va face aux changements profonds, c'est autre chose que de dire 'le monde économique change, débrouillez-vous'.»

Le discours de Charles Michel et du gouvernement, qui se targue d'être un gouvernement social parce qu'il a pour objectif premier la création d'emploi, Madame Ska n'y croit donc pas? «Si on vous dit qu'il faut vous former et vous prendre en main, mais

qu'on ne vous dit pas pour aller où et comment faire, c'est du vent... Il y a un déficit de vision du pouvoir politique, qui ne parvient pas à traduire concrètement ce que signifie la digitalisation et les mutations du monde du travail.»

Le jobsdeal a pourtant été en partie négocié avec les syndicats... mais peu de mesures ont été reprises. Alors, les coups de canif dans la concertation sociale, ça continue aussi? «C'est surtout une occasion manquée de dynamiser le développement économique. Il y a un problème de pénuries mais les mesures mises sur la table ne sont pas de nature à résoudre ce problème. Ce n'est pas avec une défiscalisation des systèmes de formation qu'on aura demain plus de médecins, d'infirmières, d'ingénieurs, de spécialistes IT...»

Alors, on lui demande si elle a la solution miracle: pour vous, qu'aurait-il fallu faire? «Notre système éducatif est basé sur un parcours linéaire qui pousse à faire des études jusqu'à plus soif, et éjecte du système ceux qui n'entrent pas dans le moule. Les pays qui ont innové, avec l'alternance emploi formation, ont permis d'intégrer sur des fonctions techniques un public plus large.»

Sauf qu'ici, on entre sur le terrain des compétences régionales... Et le Fédéral l'a bien affirmé, la concertation va se poursuivre avec les régions, le jobsdeal n'est pas clôturé... Les syndicats ne voudraient-ils pas aller

trop vite? Qu'espèrent-ils? «Constituer des droits pour les apprenants, cela relève du Fédéral, mais ces pistes n'ont pas été explorées. Une partie du temps passé en alternance, c'est du temps de travail, du temps productif. Cela pourrait être pris en compte pour se constituer des droits (sociaux) pour la carrière. Cela aurait été une manière de les ancrer dans le marché du travail de manière positive.»

Ouvrir le champ des perspectives

Voilà une mesure ponctuelle et concrète. Mais qui, elle non plus, ne suffira pas à combler les 135.000 jobs en pénurie.

Marie-Hélène Ska pointe alors les autres obstacles à la remise à l'emploi des travailleurs: la mobilité, l'accueil de la petite enfance. «Il faut ôter ses œillères et sortir d'une conférence interministérielle de l'emploi pour avoir une approche coordonnée. La flexibilisation des horaires de travail par exemple fait qu'on est condamnés à faire de l'auto-solisme si on veut travailler. Avoir un permis de conduire, une voiture, pour se rendre à son travail à des horaires impossibles, cela pose un vrai problème, qu'il faut résoudre aussi.»

Impossible sans cela de trouver un job? «C'est très difficile si on n'a pas une bonne santé, un permis et une voiture, et des solutions pour combiner sa vie privée et professionnelle, gérer ses enfants notamment.»

Marie-Hélène Ska s'inquiète face à la capacité de faire une place pour tous dans la société, sa capacité de résilience et d'accueil. Voilà pour nous l'occasion de l'emmener sur le terrain des politiques migratoires qui enflamment aussi l'actualité. «On a l'impression que les uns et les autres se replient aujourd'hui, ils ont peur pour l'avenir, lance-t-elle. Et une société qui ne donne pas confiance en l'avenir, c'est une société qui est malade.»

Est-ce cela qui explique la difficulté de trouver une solution à l'accueil des réfugiés? «C'est une question difficile et délicate, dans laquelle il ne faut ni tomber dans l'angélisme, ni dans le tout répressif, nous répond-elle. La question, c'est de savoir qui accueillir, comment, sur quel terme, court ou long. Avec les changements climatiques, ces migrations vont s'accélérer, comment les gérer? Je n'ai pas la solution.»

Mais Marie-Hélène Ska affirme une chose: elle refuse le discours simpliste. Et se dit choquée par ce qui se passe en Italie. «On l'a laissée seule face à cette problématique, et elle est retournée à ses anciens démons. L'Espagne aujourd'hui commence à accueillir les migrants, et cela arrivera aussi là-bas.»

Les migrations, bonne ou mauvaise chose?

L'urgence serait-elle là? Faire comprendre au citoyen que la migration n'est pas nécessairement une mauvaise chose, notamment au vu du vieillissement de la population en Europe et des besoins que cela va créer?

«C'est là que je dis qu'il ne faut pas tomber dans l'angélisme. On ne peut pas expliquer aux travailleurs qu'il faut accueillir plus de migrants si on ne répond pas à leurs propres besoins. Quand vous êtes en attente d'un logement social depuis 10 ans, et que vous voyez que quelqu'un arrivant d'Afrique trouve un logement parce qu'il y a une obligation de l'héberger, c'est inexplicable... La question des migrations, c'est aussi la question de la résolution des attentes des classes moyennes et des plus fragiles sur leur avenir et leurs perspectives. Nous avons un devoir d'accueil, mais aussi un devoir de répondre aux préoccupations des citoyens ici, dont les perspectives sont bouchées.»

Et la secrétaire générale de rappeler les 15.000 postulants de la Stib qui se sont précipités pour tenter de décrocher l'un des quelque 400 postes disponibles.

«Ce sont des habitants de Bruxelles. Ils cherchent tous du boulot, répondons à ces questions-là avant de savoir combien de personnes on peut accueillir.»

Marie-Hélène Ska ne s'arrête plus. Mais l'heure du retour pour Bruxelles a sonné.

La secrétaire générale de la CSC, elle, va retourner dans son jardin, après nous avoir sacrifié une heure et demie de ses congés.

On la remercie, et on lui souhaite d'en profiter pleinement, avant la rentrée politique et sociale, qui, on le sent, sera agitée.